

**5 mars 1997, Ottawa**

**Allocution à l'occasion d'un retour sur le budget fédéral**

J'ai eu l'occasion d'adresser la parole à votre association il y a quelques années, au début de notre mandat. Il s'est passé beaucoup de choses depuis lors. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, notre gouvernement a dû faire face à plusieurs défis importants, dont la situation financière héritée de nos prédécesseurs était de loin le plus considérable. La capacité du gouvernement de relever les défis posés par un monde en mutation était gravement limitée.

Le déficit était de 42 000 000 000 \$ et allait en augmentant. Le Canada était sur le point de perdre sa souveraineté économique. L'avenir de nos précieux programmes sociaux était menacé. Nous avons agi avec détermination, mais aussi avec humanité, pour rétablir la santé des finances du pays. Et nous pouvons maintenant apercevoir le bout du tunnel. Nous pouvons maintenant nous permettre de faire certains investissements dans une société forte. Des investissements dans notre avenir. Des investissements que nous n'aurions pu faire il y a à peine quelques années. Des investissements rendus possibles grâce aux efforts consentis par les Canadiens et les Canadiennes pour nous aider à redresser les finances publiques.

Néanmoins, nous n'avons pas beaucoup d'argent à affecter à de nouvelles dépenses. Nous devons sélectionner nos priorités de façon très stratégique pour préparer notre pays en vue du prochain siècle. Dans notre budget d'il y a quelques semaines et dans un discours que j'ai prononcé à Ottawa quelques jours auparavant, nous avons énoncé trois priorités impérieuses pour l'avenir immédiat et pour les années à venir. L'une d'elles est la pauvreté des enfants. La consolidation et la modernisation de notre régime de soins médicaux en est une autre. Et la troisième, dont je vais vous entretenir aujourd'hui, est la responsabilité que nous avons comme société et comme gouvernement d'investir dans l'éducation, dans le savoir et dans l'innovation.

L'une des choses les plus importantes que doit faire le gouvernement du Canada pour préparer notre pays au XXI<sup>e</sup> siècle consiste à appuyer l'effort national visant à donner aux Canadiens les moyens de soutenir la concurrence dans un monde qui se transforme. Cet effort doit constituer une priorité nationale si nous voulons que le Canada continue à prospérer au sein de la nouvelle économie mondiale. En tant que gouvernement, il ne nous suffit pas de planifier en vue de la semaine prochaine, ni du mois prochain, ni de l'année prochaine. Nous devons préparer le Canada pour les dix, vingt, trente prochaines années.

Nous devons donner à nos jeunes la possibilité d'être productifs : c'est de cela que dépend l'avenir du Canada. Les étudiants canadiens sont en concurrence non seulement avec leurs voisins en classe, mais aussi avec les étudiants de tous les autres pays du monde. Une main-d'œuvre très instruite et très qualifiée va constituer la meilleure garantie de prospérité pour le Canada au cours du prochain siècle. Le gouvernement du Canada a la responsabilité de soutenir les étudiants, d'aider à assurer l'accès à l'instruction postsecondaire, de promouvoir notre communauté scientifique, et d'appuyer la recherche et le développement. Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons cherché à nous acquitter de ces responsabilités de manières nouvelles. Nous pensons stratégiquement, nous cherchons à accroître l'effet de levier et nous créons de nouvelles formes de masse

critique. Par-dessus tout, nous formons des partenariats. Notre gouvernement veut travailler en partenariat avec vous pour aider nos étudiants à obtenir la meilleure éducation possible.

Dans le budget de février, nous avons annoncé la création de la Fondation canadienne pour l'innovation, à laquelle nous avons affecté 800 000 000 \$. Il s'agit d'un engagement majeur à travailler en partenariat avec d'autres parties pour moderniser l'infrastructure de recherche du Canada. C'est là, à mon avis, une des mesures les plus importantes jamais prises par un gouvernement fédéral pour aider à assurer la compétitivité internationale des établissements d'enseignement postsecondaire du Canada. Il s'agit de notre priorité en tant que gouvernement, et il doit s'agir de notre priorité en tant que pays, de pouvoir rivaliser avec les meilleurs éléments au monde en matière d'innovation, d'idées, de recherche et de développement. Ou bien nous progresserons avec conviction, ou bien nous resterons en arrière et nous verrons nos meilleurs talents fuir vers d'autres pays.

La création de la Fondation canadienne pour l'innovation est le fruit d'une collaboration préalable au budget entre l'Association des universités et collèges du Canada et les ministres des Finances et de l'Industrie. Vous méritez des félicitations pour l'excellent travail que vous avez fait à cette occasion. J'exhorte donc les établissements de recherche à profiter au maximum de cette possibilité. Je pense que les collèges, les universités et les hôpitaux de recherche sont bien conscients de l'importance de la Fondation. Nous devons nous assurer que c'est également le cas de vos partenaires éventuels, car le partenariat sera la clé du succès de la Fondation.

La Fondation a la capacité de susciter jusqu'à 2 000 000 000 \$ d'investissements dans l'infrastructure de recherche de nos universités, de nos collèges et de nos hôpitaux de recherche au cours des cinq à sept prochaines années, grâce à des partenariats entre les établissements de recherche, le monde des affaires, le secteur bénévole, des particuliers et les gouvernements provinciaux.

Une autre des importantes responsabilités du gouvernement du Canada consiste à aider les étudiants et à garantir l'accès à l'instruction postsecondaire. Les emplois nouveaux et plus rémunérateurs créés par l'innovation et la restructuration économique exigent des compétences de plus en plus grandes. Sans une main-d'œuvre qualifiée, il est en effet difficile de créer une technologie de pointe ou d'en utiliser les derniers perfectionnements. Les Canadiens et les Canadiennes doivent donc absolument acquérir des niveaux d'instruction plus élevés et des compétences accrues s'ils veulent garantir leur avenir et celui du Canada. Mais les coûts de l'instruction supérieure ne cessent d'augmenter.

Le budget de 1997 propose d'enrichir considérablement l'aide fédérale offerte à l'instruction supérieure par le truchement du régime fiscal. Il prévoit de nouveaux crédits destinés à aider les étudiants et leurs familles à faire face à l'augmentation de leurs dépenses, à aider les travailleurs à améliorer leurs compétences, à aider les étudiants aux prises avec des dettes plus élevées après l'obtention de leur diplôme, et à encourager les parents à épargner en vue des études de leurs enfants.

Notre gouvernement a en outre consacré des crédits supplémentaires de 2 500 000 000 \$ au Programme canadien de prêts aux étudiants sur une période de cinq ans. Nous avons aussi annoncé dans le budget que le gouvernement du Canada est prêt à instaurer, avec les

provinces intéressées, les prêteurs et d'autres parties, une formule additionnelle de remboursement des prêts aux étudiants. Ceux-ci auraient le choix entre les dispositions de remboursement actuelles et un calendrier de remboursement lié à leur revenu. Je sais que votre association préconise cette formule depuis un certain temps. Je tiens à vous remercier, tous et toutes, de votre contribution à la préparation de cette partie du budget.

Notre gouvernement est profondément conscient de l'importance des sciences et de la technologie dans la création d'une économie innovatrice. Après notre arrivée au pouvoir, en 1993, nous avons entrepris un examen majeur de nos programmes de sciences et de technologie. Cet examen a débouché sur une nouvelle stratégie fédérale, rendue publique en mars 1996.

Nous canalisons plus soigneusement nos efforts et nous cherchons à optimiser les résultats de nos investissements. Nous mettons l'accent sur le partenariat, sur l'effet de levier et sur la constitution de réseaux. Et nous avons établi clairement que le gouvernement lui-même est très désireux de jouer un rôle de partenaire actif. Nous avons mis en train le programme dit Partenariat technologique Canada afin d'aider à maintenir la compétitivité du Canada dans les industries de pointe clés.

Nous avons établi le Réseau canadien de technologie pour aider à améliorer l'accès des entreprises aux compétences des universités, des collèges et d'autres établissements de recherche. Notre récent budget a affecté des crédits à la poursuite du fructueux Programme d'aide à la recherche industrielle, qui facilite le transfert de technologie aux petites entreprises à l'échelle nationale.

Le budget prévoit en outre l'intégration en permanence des réseaux de centres d'excellence à notre système d'investissement dans la recherche. Quand une chose fonctionne aussi bien, nous estimons devoir la conserver. Ces réseaux relient les chercheurs du niveau postsecondaire, les gouvernements et le secteur privé. Ils sont uniques au monde et prouvent que, même dans un pays dont la population est si dispersée, nous pouvons créer une masse critique dans certains domaines de recherche importants.

Nous avons également investi dans le Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, ou CANARIE, qui regroupe les principaux agents du domaine de la technologie de l'information. Cet investissement, d'un montant de 80 000 000 \$, a suscité une mise de fonds de près de 600 000 000 \$ de la part des partenaires de CANARIE. Voilà le genre d'effet multiplicateur et de coopération que nous voulons encourager.

Tous ces faits stimulants traduisent l'engagement du Canada à rester à la fine pointe de l'évolution technologique et à s'assurer que les divers agents des domaines de la recherche, de l'éducation et de la diffusion de la technologie travaillent ensemble. Une autre des priorités de notre gouvernement a consisté à promouvoir les établissements d'enseignement et les ressources pédagogiques du Canada à l'échelle internationale.

J'ai eu le plaisir de voyager avec certains d'entre vous lors de la récente mission d'Équipe Canada en Asie, qui a représenté la plus importante mission commerciale de toute l'histoire du Canada. Des représentants de 50 établissements d'enseignement canadiens se sont

joint à Équipe Canada, dont de nombreux présidents d'universités et de collèges. En fait, l'éducation a été le deuxième secteur le plus important représenté au sein de la délégation. Chose encore plus importante, sur mon insistance, nous avons emmené un certain nombre d'étudiants avec nous.

L'exportation de biens et de services pédagogiques représente un commerce considérable pour le Canada. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a ouvert sept centres d'information sur les études canadiennes dans les principales capitales de l'Asie pour aider à promouvoir les établissements d'enseignement canadiens. Plus tard cette année, nous ouvrirons de nouveaux centres à New Delhi, à Beijing et à Mexico.

L'un des points saillants de notre tournée a été la Foire canadienne de l'éducation, tenue à Bangkok. Plus de 5000 étudiants sont venus de partout en Asie du Sud-Est en l'espace de trois jours pour se renseigner plus à fond sur les établissements d'enseignement canadiens. J'ai été heureux de constater que plus d'une douzaine d'accords relatifs à l'éducation avaient été signés au cours de notre voyage, dont divers genres d'ententes d'échanges et de coopération. Cela signifie qu'un plus grand nombre d'étudiants asiatiques apporteront une contribution importante à l'économie canadienne. Les étudiants des autres pays apportent également de nouveaux points de vue aux discussions qui ont lieu en classe et aident les étudiants canadiens à mieux comprendre le monde. Et, lorsque les étudiants étrangers retournent dans leur pays, ils deviennent d'excellents ambassadeurs pour le Canada.

Nous savons tous que les écoles du Canada ont beaucoup à offrir aux étudiants des autres pays : nos normes pédagogiques sont élevées et nos frais de scolarité sont relativement modiques. Mais nous devons nous assurer que d'autres personnes savent cela également, car nous faisons face à une vive concurrence de la part de pays comme l'Australie, la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Je suis heureux de constater que le travail de commercialisation efficace accompli par les Centres d'information sur les études canadiennes a porté fruit.

Lors de la dernière mission d'Équipe Canada, un certain nombre de premiers ministres provinciaux et d'éducateurs m'ont fait part de leurs inquiétudes au sujet des problèmes inhérents au processus canadien de délivrance de visas d'étudiant. À leur avis, le Canada se trouve dans une situation défavorable par rapport aux autres pays à cause des obstacles que comporte le système, en particulier la double vérification des examens médicaux effectués dans les pays étrangers.

À la suite de notre voyage, nous avons pris des mesures à ce sujet. J'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que nous modifierons les formalités médicales de manière à rationaliser le processus de délivrance des visas d'étudiant tout en protégeant la santé des Canadiens et des Canadiennes. Nous allons mettre à l'essai un processus rationalisé d'examen médical dans quatre pays d'Asie, soit la Corée, Taïwan, la Thaïlande et la Malaisie, ainsi qu'au Mexique.

Dans le cadre de ce projet pilote, les étudiants qui auront subi un examen médical dans leur pays d'origine et satisferont aux exigences médicales du Canada seront exemptés de la vérification par un médecin canadien, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Nous devons continuer à collaborer pour réussir à recruter des étudiants étrangers au Canada. Notre gouvernement intensifie ses efforts. Et je sais que votre détermination à cet égard est également ferme. Tout comme le gouvernement doit rationaliser ses procédures administratives, je vous exhorte à rationaliser vos politiques d'admission de façon à pouvoir informer en temps opportun les étudiants étrangers admis dans nos établissements d'enseignement postsecondaire.

Bien sûr, l'éducation internationale suppose beaucoup plus que le recrutement d'étudiants étrangers. Le Canada est fier de sa tradition de partage du savoir, en particulier dans le domaine du développement international. Qu'il s'agisse de former des policiers à Haïti ou des juges en Chine, nous partageons nos valeurs et nos compétences avec d'autres.

Le fait que la Banque mondiale tiendra sa toute première conférence sur le savoir mondial à Toronto, au mois de juin, n'est pas une coïncidence. C'est une façon de reconnaître le rôle constructif joué par le Canada en matière de partage des connaissances, par l'entremise de ses écoles et d'une multitude d'organismes. Le Canada a un avenir important au chapitre du partage des connaissances. Et ses collèges et universités ont manifestement un rôle capital à jouer à cet égard. Le rôle du Canada dans le monde se fondera de plus en plus sur la façon dont nous diffuserons notre culture, nos valeurs et notre savoir sur la scène internationale.

Nous voulons voir les Canadiens et les Canadiennes exporter nos biens et services pédagogiques le plus largement possible, à l'aide de toutes les technologies dont nous disposons. Nous voulons que les collèges et les universités voient dans le gouvernement un partenaire dans cette importante entreprise.

Donnons-nous comme priorité de nous organiser, et de nous mettre à l'œuvre. En travaillant en partenariat, faisons de notre mieux pour assurer à tous les Canadiens l'instruction et les compétences dont ils ont besoin pour s'engager dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec espoir et confiance en leur avenir.